Manifestation parisienne contre le racisme et les violences policières: une très forte mobilisation malgré l'interdiction et la répression

Article initialement publié sur le site du NPA.

Le gouvernement avait interdit la manifestation. Malgré cela, des milliers de manifestant.e.s ont convergé vers la place de la République samedi après-midi. Une foule jeune, métisée, généreuse, déterminée à braver les interdits et à s'opposer à la politique raciste et répressive du gouvernement. Alors que les médias cherchent à organiser un face à face entre le bloc bourgeois de Macron et le bloc facho de Le Pen, les faits imposent une autre réalité : les deux blocs convergent de plus en plus (https://www.youtube.com/watch?v=9qf1cPCS0_I), alors que face à eux, un début de convergence se dessine entre les exploité.e.s, sur la base d'un refus du système capitaliste, autoritaire, raciste et du gouvernement qui le sert.

Cette grande mobilisation antiraciste ne se fait pas sous l'hégémonie de la gauche bourgeoise (Verts et PS), mais elle s'opère sous l'impulsion du « comité Adama » qui met en cause le racisme structurel et refuse de se transformer en un nouvel « SOS Racisme » qui a vendu la cause des racisés à la gauche bourgeoise, et qui n'a aujourd'hui plus aucune crédibilité. Cette gauche bourgeoise était absente de la manifestation de samedi, alors que la France insoumise a fait le choix de soutenir pleinement cette manifestation. Notre parti, le NPA, était également présent avec un cortège conséquent et déterminé.

Un pouvoir abject qui ment, manipule et réprime

Avant ou après le confinement, les techniques de manipulation de la population sont toujours les mêmes, c'est-à-dire toujours aussi abjects. Il est nécessaire de les décrypter et de les dénoncer.

La préfecture de police a déclaré, sur la base d'une vidéo d'extrême-droite où l'on entend une seule personne proférer une insulte antisémite, que « 'sales juifs' étaient scandés par les manifestants » (https://twitter.com/prefpolice/status/1271826457661243393). Manipulation grossière

visant à faire ,passer les manifestant.e.s antiracistes pour des antisémites.

Les appareils d'Etat de la bourgeoisie ont fabriqué l'histoire habituelle : avec d'un côté les « gentils » manifestant.e.s (pas si gentils puisqu'ils ont répété toute l'après-midi que ceux-ci étaient hors la loi puisque ne respectant pas la distanciation sociale), et de l'autre les « méchants » manifestant.e.s qui ont agressé les gentilles forces de l'ordre. Espérons que cela trompe moins de monde que d'habitude. Le gouvernement a interdit la foule très concentrée de manifester, montrant ainsi qu'elle n'avait que faire de protéger la santé des manifestant.e.s. Pour des raisons sanitaires, il fallait bien entendu autoriser la manifestation, ce qui aurait permis une plus grande distanciation qu'un rassemblement statique. En outre, en bloquant les manifestant.e.s sur la place et en gazant les manifestant.e.s, le pouvoir a décidé de la tournure de la manifestation, comme l'a d'ailleurs très bien expliqué Mélenchon (https://twitter.com/JLMelenchon/status/1271807385544384512) ou Coquerel (https://twitter.com/ericcoquerel/status/1271808775532548098)

Ce samedi soir, le Conseil d'Etat a infligé un énorme camouflet au gouvernement, rétablissant la liberté de manifester, et démontrant ainsi que l'interdiction de manifester était une instrumentalisation répugnante de la crise sanitaire pour s'attaquer à nos libertés fondamentales.

Enfin, de façon ridicule, la préfecture a annoncé dans un premier temps 6.000 manifestant.e.s. Devant l'énormité du mensonge, elle a soudainement corrigé à 15.000 manifestant.e.s. Il est difficile d'estimer le nombre exact de manifestant.e.s. Coquerel a annoncé 150.000 manifestant.e.s, c'est sans doute exagéré, mais il y avait bien plus de 15.000 personnes, ce qui témoigne du caractère exceptionnel de la mobilisation, puisque, rappelons-le, la manifestation était interdite.

Amplifier la mobilisation et construire le « tous ensemble » contre le gouvernement

Le succès des manifestations du 2 et 13 juin nous montre que le confinement ne nous a pas anesthésié. Elle est porteuse d'espoir et fragilise le gouvernement qui prévoit un automne très chaud, voire insurrectionnel (https://twitter.com/AubBoq/status/1269603455225733120/photo/1), avec l'envolée du chômage et la baisse du niveau de vie des travailleurs/ses.

Ce gouvernement a donné des dizaines de milliards au patronat, et il s'apprête à les faire payer au reste de la population. Pour cela, il est prêt à tout, et surtout au pire, c'est-à-dire à distiller le racisme, à mentir et à manipuler encore davantage, à amplifier la répression. Sur ce terrain nauséabond, il cherchera à construire un face-à-face complice avec Le Pen. Il cherchera également la complicité des bureaucrates syndicaux « responsables » pour tenter de faire accepter aux travailleurs/ses des « accords » de maintien de l'emploi, en contrepartie de baisses de salaires compensées partiellement par des subventions d'Etat (qui, *in fine*, seront payées par les travailleurs/ses… qui

seront ainsi invités à payer avec leurs impôts leurs propres salaires !).

Face à ces sombres perspectives, il faut s'appuyer sur le succès de ces manifestations pour travailler à l'unification de notre classe. Dans ce sens, les appels venant du milieu gilets jaunes (https://cerveauxnondisponibles.net/2020/06/09/nos-mains-tendues-f-ce-aux-bras-tendus/) ou de syndicats à la manifestation de samedi sont très importants. Il faut aujourd'hui mener la bataille pour un « tous ensemble » qui intègre les revendications de toutes les couches du prolétariat, et notamment du prolétariat le plus exploité et le plus discriminé. Les revendications anti-racistes et contre les violences policières doivent être pleinement appropriées par les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, qui doivent cesser d'ignorer les luttes massives qui se développent aujourd'hui.

Nous devons aujourd'hui mener la bataille pour un grand mouvement de tous les exploité.e.s et opprimé.e.s qui stoppe les attaques du gouvernement et qui impose la satisfaction des revendications vitales de notre camp social. Face à l'ampleur de la crise du capitalisme, un tel mouvement, pour vaincre, devra poser la question de la sortie du capitalisme et du gouvernement des exploité.e.s par eux-mêmes et pour eux-mêmes, en rupture avec les institutions de l'ordre existant. C'est la tâche des communistes révolutionnaires de mettre en avant cette perspective, qui est la seule alternative aux politiques barbares des gouvernements capitalistes pour faire face à la crise capitaliste.

Gaston Lefranc, le 15 juin 2020